

l'administration des affaires publiques. Je crois qu'ils se sont acquittés de leur tâche avec grand soin. Il ne m'est venu aucune plainte de trop grande libéralité et je crois que le Sénat n'a rien à redire non plus aux dépenses. J'aimerais à rappeler ici, comme j'ai pu la voir dans les journaux, l'opinion d'une personnalité éminente qui a pour mission de suivre de très près les faits et gestes du gouvernement; voici cette opinion: l'examen du budget supplémentaire donne lieu de croire que le plus grand soin et beaucoup de réserve ont présidé à la préparation de ce budget, surtout si l'on considère qu'il a été présenté à la veille des élections.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Ainsi que nous le disait l'honorable chef du Gouvernement, il n'appartient pas au Sénat de prendre l'initiative lorsqu'il s'agit de subsides ou de dépenses. Notre attribution se borne à approuver ou à repousser les bills soumis à ce sujet et qui nous viennent de l'autre Chambre. Pour cette raison, nos discussions sur les bills de subsides ne durent, règle générale, que peu de temps. Vu que, cela va sans dire, nous ne nous prévaudrions de notre prérogative pour les repousser qu'en des circonstances tout à fait exceptionnelles, il siéra peut-être que je me borne à quelques observations.

J'ai vu le bill pour la première fois, il y a quelques instants, lorsqu'on en déposa un exemplaire sur mon bureau, mais j'avais, avant cela, pu examiner quelques-unes des allocations qui y figurent. L'année dernière, l'ensemble des subsides, c'est-à-dire du budget principal et des budgets supplémentaires, était d'environ \$404,000,000. Cette année, le budget principal se chiffre à \$399,000,000 et à cela il faut ajouter deux cahiers de prévisions supplémentaires dont l'un de plus de \$11,000,000 et l'autre d'environ \$9,500,000, soit un grand total d'environ \$420,000,000. Nous avons donc une augmentation importante comparative-ment à l'année dernière.

En Canada, nous voyons que nos dépenses vont croissant tandis que nos revenus sont en baisse, et c'est là un état de choses que nous déplorons tous. En un seul mois, notre encaisse nationale a fléchi de près de \$6,000,000. A la suite de la diminution de 1 pour cent sur la taxe d'affaires nos recettes d'un seul mois sont en diminution d'environ \$1,500,000. Je ne proteste pas contre cette diminution de la taxe d'affaires, car à mon sens, il s'agit d'une taxe qui n'aurait jamais dû être imposée. On estime que le trésor public perdra environ \$10,000,000 par année, et peut-être davantage, à cause de l'interdiction des congés aux navires transportant des spiritueux destinés aux Etats-Unis, selon le bill de l'exportation des spiritueux que nous avons adopté cette année.

J'appréhende que nous n'avons pas encore fini de voir nos dépenses s'accroître et le volume de notre commerce fléchir en même temps. Je n'irai pas jusqu'à dire que le gouvernement du jour est exclusivement à blâmer pour le fléchissement des affaires par tout le pays. Cet état de choses est attribuable en bonne partie, mais non uniquement, à la situation mondiale. Ce serait se montrer par trop optimiste que de prévoir pour l'année courante un accroissement de nos recettes et le relèvement du commerce. Depuis un certain temps, le chômage sévit à un degré sans précédent depuis que je suis au monde.

A en juger par les observations de l'honorable sénateur le chiffre des prévisions supplémentaires n'est pas élevé au point de donner l'impression que la perspective d'une prochaine lutte électorale a été pour quelque chose dans la préparation de ce budget. C'est un financier de réputation établie et pour lui, de fortes sommes n'offrent rien de nouveau. Mais aux yeux de certains honorables sénateurs qui, comme moi, ne possèdent que de faibles ressources, certains crédits du budget supplémentaires sont des montants assez élevés pour rappeler que nous sommes à la veille d'élections. Je n'abuserai pas des instants de la Chambre pour parcourir les inscriptions des deux budgets supplémentaires. Le Gouvernement a remis jusqu'au dépôt des budgets supplémentaires, l'inscription d'un bon nombre de crédits importants qui auraient dû figurer au budget principal. Le premier budget supplémentaire contient à peu près une page et demie de crédits d'un total de plus de \$600,000 affectés à la province de Québec. Je vois avec plaisir que l'honorable chef du Gouvernement (l'honorable M. Dandurand) et ses collègues n'ont pas oublié cette province. Ontario doit se contenter de \$420,000.

L'honorable M. DANDURAND: C'est peut-être parce qu'il a eu la plus forte part dans le budget principal.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Cela se peut.

L'honorable M. POPE: Il y a un "peut-être", cependant.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Oui. Et la province d'où je viens n'obtient que la faible somme de \$2,200 dans le budget supplémentaire.

L'honorable M. DANDURAND: Il est étonnant que le ministre des Finances ait oublié même ce montant lorsqu'il a préparé son budget principal.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Le ministre des Finances devra expliquer bien des choses lorsqu'il retournera dans la Saskatchewan.